

**International Federation for Human Rights –
Federation Internationale des Droits de l'Homme (FIDH)**

**International Trade Union Confederation–
Confederation Syndicale Internationale (ITUC-CSI)**

**Burma Lawyer's Council –
Conseil des Avocats Birmans (BLC)**

**Alternative ASEAN Network on Burma –
Réseau ASEAN Alternatif sur la Birmanie (ALTSEAN - Burma)**

A l'attention des Pays Membres du
Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies

Paris - Brussels -Bangkok, 23 Mars 2010

**« Le Conseil des Droits de l'Homme doit soutenir le rapport et les recommandations du
Rapporteur Spécial sur les droits de l'homme en Birmanie ».**

Vos excellences,

La Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), la Confédération Internationale des Syndicats (CSI), le Conseil des Avocats Birmans (BLC) et le Réseau Asean Alternatif sur la Birmanie (ALTSEAN-Burma) enjoignent le Conseil des droits de l'Homme de soutenir les conclusions et recommandations avancées par le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en Birmanie, le professeur Tomas Quintana, dans son dernier rapport au Conseil daté du 15 mars 2010,

Nos organisations soutiennent fermement les indices relayés par le Rapporteur Spécial qu'il y a « une addition importante de violations systématiques des Droits de l'Homme qui a été mise en place depuis des années et qui persiste ».

Nous convergeons vers sa conclusion en ce que le manque de responsabilité (l'absence de contraintes à 'rendre des comptes') et les violations systématiques et étendues des Droits de l'Homme sont le résultat d'une politique d'état qui implique des agents de l'Etat à tous les niveaux.

FIDH, ALTSEAN-BURMA et BLC ont déjà attiré l'attention sur le fait que certaines de ces violations peuvent s'apparenter à des crimes internationaux, et en conséquence le gouvernement birman est obligé d'enquêter, d'inculper les responsables et de dédommager les victimes.

L'absence de responsabilisation pour ces violations au niveau national cautionne la considération onusienne de « la possibilité d'établir une commission d'enquête avec un mandat d'enquête spécifique pour la question des crimes internationaux », telle que décrite dans le rapport du Rapporteur Spécial, Monsieur Quintana.

Les organisations signataires demandent depuis longtemps l'établissement d'une commission d'enquête pour les crimes internationaux commis en Birmanie.

Comme décrit dans les deux derniers rapports du Rapporteur Spécial, ainsi que dans les rapports émanant d'autres procédures et mécanismes spéciaux onusiens, des faits patents de crimes perpétrés par le régime militaire incluent la destruction de plus de 3000 villages de minorités ethniques, l'utilisation systématique du travail forcé dans certaines régions, l'enrôlement de dizaines de milliers d'enfants soldats, le déplacement d'un peu plus d'un million de réfugiés et de personnes déplacées internes (Internally Displaced People - IDP), et le recours systématique et généralisé au viol dans les régions à minorités ethniques du pays.

Ces crimes ont déjà été condamnés de nombreuses fois par l'Assemblée Générale des Nations unies, la dite Commission des Nations Unies sur les Droits de l'Homme, le Bureau International du Travail (BIT/ILO), ainsi que le Conseil des Droits de l'Homme.

Le bureau du BIT à Rangoon a reçu nombre de plaintes relatives au travail forcé, mais les représailles contre les personnes associées aux plaintes pour travail forcé auprès du BIT-ILO continuent.

Nous soutenons les indices apportés par le Rapporteur Spécial selon lesquels ceci est une brèche évidente au niveau de l'esprit et de la lettre des protections introduites par le concept de « Supplementary Understanding » (Accord conclu entre le BIT-ILO et les autorités du Myanmar -SPDC- le 26 février 2007 afin d'éradiquer le travail forcé en établissant un mécanisme effectif de dépôt des plaintes par les victimes de travail forcé en quête de réparation).

Nous soutenons également l'encouragement du Rapporteur Spécial à propos d'un renforcement de la présence du BIT-ILO dans le pays et dénonçons le lien évident qui existe entre les industries d'extraction et les violations pour travail forcé décrites dans le rapport. Les exactions relatives au travail forcé sont à la hauteur du nombre croissant de grèves en Birmanie. La CSI-ITUC et son organisation affiliée, la Fédération des Syndicats de Birmanie, ont longtemps maintenu que la situation en matière de liberté de réunion et d'association en Birmanie constitue une partie intégrante du développement d'une véritable démocratie en Birmanie.

Tant que les violations orchestrées et sponsorisées par l'Etat se poursuivent et ne sont pas condamnées, les élections générales planifiées pour cette année n'amèneront ni démocratie réelle ni réconciliation nationale dans le pays. Les lois électorales antidémocratiques annoncées récemment et l'inaction du gouvernement birman sur des critères clés établis par la communauté internationale sont également des indications claires du non engagement du régime en faveur d'une véritable réforme politique.

Pour nos organisations il est grand temps d'agir ! Ce n'est plus le moment d'attendre et de contempler en silence car le gouvernement birman affiche sa défiance en persistant dans sa feuille de route et affiche son seul but de pérenniser le pouvoir militaire et de poursuivre la répression des opposants politiques, des nationalités ethniques et des travailleurs. Le Conseil doit soutenir le rapport du Rapporteur Spécial et ainsi envoyer un signal clair aux autorités birmanes, en ce sens qu'il y a un déficit énorme de responsabilité à pourvoir et que son approche de la réconciliation nationale est fondamentalement biaisée. Agissant de la sorte la communauté internationale réaffirmera son soutien aux quatre éléments de Droits de l'Homme proposés par le Rapporteur Spécial, qui n'ont pas été rencontrés par le régime militaire birman à ce jour.

Nous apprécierons votre considération sérieuse de notre demande

En toute sincérité,

Souhayr Belhassen

Guy Ryder

Thein Oo

Debbie Sothard

FIDH President

ITUC Secretary General

President BLC

Coordinator ALTSEAN - Burma

TRADUCTION ASSUREE PAR ACTIONS BIRMANIE – 28-03-2010